

FICHE DE CONNAISSANCES N°3

Gérer les risques côtiers en Afrique de l'Ouest

L'érosion côtière est un phénomène naturel, accéléré par l'activité humaine. La stabilisation artificielle du littoral, la détérioration des formations naturelles, la construction d'infrastructures, l'extraction de matériaux et la multiplication des barrages privent ces zones côtières fragiles d'apports sédimentaires importants et favorisent l'érosion. La dégradation du littoral diminue la protection naturelle des zones côtières contre les surcotes de tempête qui, associées à de fortes précipitations, exposent les zones basses aux inondations.

Aux pressions socio-économiques, physiques, environnementales et biologiques qui affectent déjà le littoral ouest-africain s'ajoute le recul des terres dû à l'érosion et aux les inondations.

Les enjeux

Le littoral ouest-africain est exposé à plusieurs types d'événements naturels potentiellement dangereux. Fortes marées, tempêtes et fortes précipitations sont responsables à la fois de processus lents et permanents durables (comme l'érosion) et de phénomènes rapides et temporaires (comme les inondations côtières et fluviales).

La croissance rapide de la population, l'urbanisation, la migration vers les zones côtières et le développement ont contribué exacerber l'impact de l'érosion sur le littoral ouest-africain, particulièrement vulnérable du fait de son trait de côte meuble et sableux. La piètre planification de l'aménagement du territoire, l'absence de réseaux de drainage des eaux pluviales, ou leur mauvais entretien lorsqu'existant, la modification des tracés naturels des rivières et des lagunes, l'obstruction ou le mauvais entretien des systèmes de drainage et le développement urbain dans les zones basses accroissent les risques d'inondations côtières et fluviales.

Ces dernières décennies, l'érosion a provoqué des dégâts importants et a fortement attaqué le littoral (photos 1 et 2). Des centaines de bâtiments ont été détruits, des milliers d'hectares de terres agricoles ont disparu, des plages et autres atouts touristiques sont régulièrement emportés et les infrastructures doivent être constamment réparées

Le changement climatique devrait encore aggraver ces phénomènes, menaçant des millions d'individus et des milliards de dollars d'actifs.

PHOTO 1 Habitations détruites par l'érosion à Baguida, Togo



ou remplacées (au Togo, la route internationale a déjà été reconstruite deux fois).

Les inondations affectent environ 500 000 personnes chaque année en Afrique de l'Ouest (Banque mondiale, 2012). Elles menacent les environnements et les écosystèmes côtiers, y compris les plages, les plaines côtières basses, les marécages, les îles, les mangroves, les zones humides, les estuaires et les lagunes. Les inondations représentent un danger pour les transports, les infrastructures, l'agriculture, les ressources en eau, le tourisme et les moyens de subsistance (notamment la pêche, l'aquaculture et l'agriculture), causant d'énormes dommages économiques et menaçant la santé humaine. Tous ces problèmes affectent

de manière disproportionnée les populations pauvres, qui vivent souvent dans des zones basses sans accès aux infrastructures susceptibles de les aider à s'adapter ou à atténuer les risques liés aux inondations.

Les solutions

Le cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030) – premier accord majeur du programme de développement post-2015 – énonce quatre recommandations prioritaires pour accompagner les pays dans la gestion des risques, y compris les pays d'Afrique de l'Ouest :

- Mieux comprendre les risques de catastrophe pour documenter les politiques et les plans d'action et trouver des solutions rentables efficaces pour réduire les risques.
- Renforcer la gouvernance des risques de catastrophe grâce au développement de plans et orientations clairs, au renforcement des capacités et à la coordination sectorielle et multisectorielle.
- Investir dans la réduction des risques de catastrophe, au moyen de mesures structurelles et non structurelles, en combinant des infrastructures lourdes avec des solutions basées sur l'écosystème (comme la préservation des mangroves) et une meilleure planification de l'utilisation des sols, passant ainsi d'une situation subie à une stratégie de maîtrise et de retraite contrôlée.
- Renforcer l'état de préparation. Des systèmes d'alerte précoce et des plans d'interventions efficaces et efficaces permettent de réduire l'exposition des personnes et des actifs et de limiter les conséquences négatives. Il est également essentiel d'élaborer des systèmes de récupération post-catastrophe en amont, avant la survenue de catastrophes.

L'impact du changement climatique sur les dynamiques du littoral est complexe, mais les projections prévoient au moins deux effets particulièrement négatifs : l'impact direct de l'élévation du niveau de la mer sur le littoral, et l'impact indirect de l'aggravation des effets des surcotes de tempête sur les inondations côtières. D'ici 2100, le niveau moyen de la mer devrait s'élever de 26 à 63 cm

PHOTO 2 À Baguida, le littoral a reculé par endroit de plus de 620 mètres entre 2011 et 2015.



dans les scénarios d'émissions basses, et de 33 à 82 cm dans les scénarios d'émissions hautes (GIEC, 2013). Cette augmentation pourrait même être plus importante en Afrique de l'Ouest. Les incertitudes dans les prévisions du changement climatique impliquent l'élaboration de plans d'adaptation flexibles –capables de s'ajuster aux futures situations et nouvelles connaissances –, et solides robustes – capables de répondre à une grande diversité de conditions futures.

Considérant la nature transfrontalière des écosystèmes régionaux, les effets éventuels des infrastructures en aval et l'importance du littoral pour tous les secteurs, les réponses optimales pour réduire les risques le long du littoral ouest-africain devront s'appuyer sur des initiatives multisectorielles et sur la coopération multinationale. Tous les plans de développement mis en œuvre en Afrique de l'Ouest, que ce soit au niveau national ou régional, doivent prendre en compte les risques côtiers et l'adaptation au changement climatique.

BIBLIOGRAPHIE

GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) (2013). « Résumé à l'intention des décideurs. » Dans *Changements climatiques 2013 : Les éléments scientifiques*. Contribution du groupe de travail I au cinquième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. T. F. Stocker, D. Qin, G.-K. Plattner, M. Tignor, S. K. Allen, J. Boschung, A. Nauels, Y. Xia, V. Bex, et P.M. Midgley. Cambridge, Cambridge University Press.

Banque mondiale (2012). *Le futur de l'eau dans les villes africaines : pourquoi gaspiller l'eau ?* Washington, DC.

Le Programme de gestion du littoral ouest-africain (« WACA » en anglais) est une plateforme de mobilisation visant à assister les pays ouest-africains à gérer de façon durable leur littoral et à renforcer la résilience socio-économique aux effets du changement climatique. Ce programme vise également à faciliter l'accès des pays qui y participent à l'expertise technique et aux ressources financières.



Programme de gestion
du littoral ouest Africain

www.worldbank.org/waca